

Michael Hudson : le système financier occidental au bord de l'effondrement

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, évoque l'histoire de la finance et explique pourquoi le système financier occidental est au bord de l'effondrement. Suivez les travaux de Michael Hudson : <https://michael-hudson.com/> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Le professeur Michael Hudson nous rejoint aujourd'hui, et je recommande à chacun de suivre ses travaux, ainsi que son propre site internet. J'ai mis le lien dans la description. C'est donc un plaisir de vous retrouver. C'est un plaisir d'être de retour. Vous avez évidemment écrit de nombreux ouvrages importants, notamment sur l'économie politique. Et dans des livres comme *L'Effondrement de l'Antiquité*, vous abordez aussi l'histoire de la finance. Je voulais donc discuter aujourd'hui avec vous d'une partie de cette histoire, parce qu'il me semble extrêmement important de bien la comprendre. La crise financière actuelle semble s'accélérer, et il est manifeste que l'ensemble du système financier n'est pas soutenable. On a l'impression que nous pourrions nous diriger droit vers un précipice.

Eh bien, tout au long de l'histoire, les gens ont toujours tendance à supposer que le statu quo du moment est permanent, alors qu'il s'avère toujours temporaire. Je me suis donc dit qu'en revenant sur l'histoire, on pouvait comprendre certains changements, mais aussi les continuités du système et les alternatives possibles. C'était donc mon idée principale : si nous prenons un peu de recul, si nous regardons cette histoire, nous pouvons mieux comprendre où nous en sommes aujourd'hui. Et ma question, très générale, serait la suivante : qu'est-ce que l'étude du passé peut nous apprendre sur le système actuel ? Ou bien, quelles sont selon vous les constantes ? Par exemple, les tendances oligarchiques du système financier. Comment voyez-vous les choses ?

#Michael Hudson

Eh bien, l'essentiel de mon travail, ces cinquante dernières années, a consisté à écrire une histoire de la dette et de la banque. Dès la fin des années soixante-dix, il était clair que les pays du Sud global traversaient une crise de la dette, et que presque toutes les économies occidentales

connaissaient ce qu'on appelait un cycle économique, mais qui était bien plus qu'un simple cycle économique. Chaque reprise se faisait avec un niveau d'endettement toujours plus élevé. Et il était évident que cela devenait insoutenable. Je voulais donc voir comment tout cela avait commencé. C'est pourquoi j'ai passé longtemps, vingt-cinq ans, à diriger un groupe à Harvard qui écrivait l'histoire économique de la Mésopotamie, de l'Égypte et d'Israël, de l'ancien Moyen-Orient, qu'on appelle aujourd'hui l'Asie occidentale, afin de comprendre ce qui rendait l'Occident si différent de tout ce qui l'avait précédé.

Et je pense que la meilleure façon de répondre à votre question, c'est de dire que la rhétorique actuelle — la rhétorique politique et financière — oppose les États-Unis et l'Europe, présentés comme des démocraties, à la Chine et à d'autres pays qui ne font pas partie de l'alliance américaine, et qui sont qualifiés d'autocraties. Or, par « autocratie », ils entendent une économie mixte. C'est ce qu'on appelait autrefois, au XIXe siècle, le socialisme : l'investissement public dans les infrastructures de base à des taux subventionnés ; des lois publiques antitrust et anti-monopole pour empêcher les rentes de monopole. Tout le mouvement du capitalisme industriel au XIXe siècle, en Europe et aux États-Unis, visait à taxer la rente économique, à taxer la rente foncière comme base naturelle de l'impôt, à empêcher le développement des rentes de monopole et, au bout du compte, à faire de la monnaie et du crédit eux-mêmes un service public.

Tout cela, c'est ce que le capitalisme industriel voulait faire pour réduire son propre coût de la vie, le coût de l'activité économique, toute la structure des coûts, et gagner en efficacité. Or, pour être plus efficace, il fallait empêcher la privatisation des monopoles naturels, comme les chemins de fer et les communications, ce qu'on a vu dans le sillage de l'Angleterre thatchérienne. Et en réalité, la définition américaine de l'autocratie, c'est tout rôle de l'État qui se situe à droite de ce que Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont fait dans les années 1980. J'ai donc cherché ce qui distinguait l'Occident de ce qui l'avait précédé, et ce n'était pas la démocratie. Aristote a rédigé une étude des constitutions du monde entier qu'il connaissait, et il a dit que toutes les constitutions se qualifiaient de démocraties, mais qu'en réalité, elles étaient des autocraties. Et cela faisait partie du problème.

Et l'ensemble de l'Occident a réellement été, historiquement, unique, comme il le prétend, par rapport à ce qui l'a précédé : les sociétés de l'âge du bronze, qui étaient principalement des sociétés asiatiques, de la Mésopotamie et de l'Égypte jusqu'à la Chine. Et ce qui distinguait tout l'essor de la civilisation économique pendant les trois mille premières années, c'était l'existence d'un dirigeant central. Les historiens ne savent pas exactement comment qualifier ces dirigeants. Ils parlent de royauté divine en Mésopotamie et en Égypte, ou d'empereurs, dans le confucianisme qui gouvernait la Chine. Et le rôle de l'autorité centrale, du roi, du temple ou de l'empereur, était de maintenir la prospérité de la population.

Et c'est censé être ça, la démocratie. Eh bien, l'Occident considère que la démocratie passe par les urnes, par le vote des citoyens. Mais si vous regardez les constitutions de la Rome et de la Grèce antiques, elles concentraient tout le pouvoir politique entre les mains de l'aristocratie, des propriétaires terriens et des créanciers. On pouvait voter, mais quel que soit votre choix, vous votiez

pour l'oligarchie, qui devenait de plus en plus prédatrice et poussait le reste de la population à s'endetter. Et ce sont en réalité les dynamiques de la dette qui ont fini par détruire l'Empire romain, qui avait absorbé l'Antiquité classique. Ce sont les mêmes dynamiques de dette que celles que nous connaissons aujourd'hui.

Pourtant, ce qu'on observe au cours des premiers millénaires de la civilisation — et c'est tout le sujet de mon livre, « And Forgive Them Their Debts », de mes études à Harvard et des articles que j'ai publiés dans « Temples of Enterprise » —, c'est que ce qui a rendu l'essor de la civilisation, dans toute l'Asie, de la Mésopotamie à l'Égypte et à la Chine, si différent, c'est la reconnaissance du fait que la grande force déstabilisatrice était l'augmentation de la dette, plus rapide que la croissance de l'économie permettant de la rembourser. Et c'était le principe politique fondamental de tous les dirigeants. Ce qu'ils voyaient, et ce dont traite toute la littérature antique, jusqu'à Aristote et Platon, c'était cette tendance de la dette à augmenter plus vite que la capacité à la rembourser.

Et quand cela se produit, les débiteurs ont tendance à tomber dans une relation de dépendance et de servitude envers les créanciers, voire dans l'esclavage et le servage. Et c'est ce qui est arrivé à l'Occident. Cette même dynamique de polarisation par la dette se produit aujourd'hui. Ce qui a rendu le développement asiatique si différent, et ce qui rend le développement de la Chine et son décollage si différents de la politique financière occidentale actuelle, c'est le fait que la Chine a empêché le développement d'une oligarchie financière. Et quand j'étais étudiant, dans les années cinquante, à l'université de Chicago, l'un des principaux livres que nous devions lire était La République de Platon. Et tout le thème de La République de Platon, c'est Socrate qui dit — cela commence ainsi — : supposons que vous ayez emprunté une arme à quelqu'un de très hostile. Si vous la lui rendez, il va s'en servir pour tuer des gens et faire quelque chose de mal.

Est-il juste que vous deviez le payer ? Eh bien, c'était son point de départ pour dire : que se passe-t-il si vous devez des dettes à une oligarchie prédatrice, et qu'elle utilise l'argent que vous lui versez pour endetter d'autres personnes et les réduire à la dépendance ? Et après une longue discussion, Socrate a dit : la solution, c'est ce qu'on nous présente comme le « roi philosophe ». Eh bien, il ne s'agissait pas du tout d'un roi philosophe. Ce que Socrate disait, c'était : comment allez-vous faire face au principal problème économique de notre époque ? L'argent, l'amour, la richesse, l'addiction. L'argent et la richesse sont une forme de pouvoir économique et social, et c'est addictif. Alors, comment allons-nous l'éviter ?

Et Socrate disait que la solution, c'était d'avoir un dirigeant qui n'ait pas de richesse financière, qui ne possède pas de biens, et qui ne soit donc pas encore devenu accro à l'argent. Bien sûr, comme nous le savons tous, cela ne s'est pas produit. Alors, comment l'Antiquité empêchait-elle cela ? Tout le principe de la littérature dont nous disposons, de la Mésopotamie à l'Égypte en passant par la Chine, disait que le rôle d'un dirigeant, quel que soit le nom qu'on lui donne, est de maintenir l'équilibre économique et de veiller à ce que le peuple reste prospère et ne soit pas malheureux. Il

faut empêcher l'exploitation. Il faut empêcher que les gens ne tombent dans une relation de dépendance envers leurs créanciers et ne s'enfuient, parce que nous avons besoin de la population pour notre armée, pour construire nos murailles et toutes nos infrastructures publiques.

Le dénominateur commun dans toutes les zones rurales d'Asie occidentale, c'était l'annulation des dettes. Et depuis Sumer et Babylone, avec Hammourabi, jusqu'à l'année jubilaire juive du Lévitique, chapitre vingt-cinq, la formulation était exactement la même. À l'arrivée de nouveaux souverains, ou à intervalles réguliers, ou lorsqu'une sécheresse ou une inondation empêchait de cultiver les récoltes, comment empêcher cette accumulation de dettes impossibles à rembourser d'appauvrir la société et de permettre aux créanciers de dominer tous les autres ? Eh bien, chaque nouveau souverain à Babylone, à Sumer, et apparemment en Égypte pendant un temps, commençait son règne en annulant les dettes personnelles agricoles. Pas les dettes commerciales : celles-là restaient toutes en vigueur. Mais les dettes des citoyens liées aux arriérés, elles, étaient annulées.

Les dettes de céréales étaient annulées, et les serviteurs sous contrat qui avaient été mis en gage auprès des créanciers étaient libérés. Pas les esclaves, mais les citoyens et leurs familles qui avaient été engagés comme main-d'œuvre auprès de leurs créanciers étaient libérés. Et les terres que les cultivateurs endettés avaient mises en gage, ainsi que leurs droits sur les récoltes, dans des conditions de détresse, leur étaient rendus. Eh bien, c'était l'élément central. Cette tradition a été totalement absente en Occident dès le départ. Et il n'y avait aucun moyen d'établir une telle tradition sans un dirigeant central, un roi divin, un souverain, un pharaon, un empereur, dont le rôle était de superviser et d'agir comme régulateur, afin d'empêcher les dettes d'augmenter plus vite que la capacité de remboursement et de polariser la société.

C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui dans les économies occidentales. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a assisté à une accumulation continue de dettes. Et c'est vraiment la crise que nous observons aujourd'hui. Ces dettes dépassent réellement ce qu'il est possible de rembourser sans appauvrir le reste de l'économie. C'est comme si l'on imposait un plan d'austérité du FMI, non seulement aux pays du Sud global, comme c'était le cas pour la plupart des emprunteurs du FMI, mais aussi aux nations industrielles développées elles-mêmes. C'est le problème dans lequel nous nous trouvons.

Et quand on regarde l'essor de la Chine, qu'est-ce qui fait que la Chine échappe autant à tout cela ? La Chine a conservé l'argent et la création de crédit entre les mains de l'État, de la Banque populaire de Chine. Elle n'a jamais eu de classe financière indépendante jouant le rôle que jouent les banques occidentales : financer des rachats d'entreprises, prêter pour acheter des biens immobiliers, acheter des actifs au lieu d'investir dans des usines, des machines et la formation de capital tangible. Dans les économies occidentales, l'essentiel de ce que finance le crédit a été largement improductif. Cela crée de la richesse financière par effet de levier de la dette, en prêtant de l'argent aux gens pour acheter de l'immobilier, des actions ou des obligations, dont les prix sont gonflés par la création toujours plus importante de monnaie destinée à acheter davantage d'immobilier, davantage d'actions et d'obligations, à des prix plus élevés.

Et c'est pourquoi, depuis deux mille neuf, la quasi-totalité de la croissance de l'économie américaine a été de nature financière. Elle n'a pas pris la forme d'investissements industriels tangibles. Elle ne s'est pas traduite par une hausse du niveau de vie des travailleurs, ni de l'économie dans son ensemble, encore moins de la classe moyenne. Toute cette richesse financière s'est concentrée entre les mains des dix pour cent les plus riches de la population, et surtout du un pour cent le plus riche, comme je crois que nous l'avons déjà évoqué. Et ce qui a fait le succès des économies les plus prospères, depuis le début des archives historiques il y a cinq mille ans, ce qui a rendu les sociétés et les économies prospères, c'est d'éviter cette polarisation financière et cette création de richesse financière sous la forme de créances sur des débiteurs. La richesse des créanciers, qu'elle repose sur la propriété, les actions, les obligations ou l'immobilier, est une créance sur les locataires, une créance sur les débiteurs.

C'est une rente économique. Et si vous regardez ce qu'Adam Smith, John Stuart Mill, Marx lui-même — toute la doctrine du capitalisme industriel du XIXe siècle — ont essayé de résoudre, c'était ce problème-là. En substance, ils disaient : nous voulons nous assurer que toute la monnaie créée serve à accroître la capacité de rembourser les dettes et à en tirer un profit. Et que ces profits soient réinvestis dans davantage de recherche à long terme, de développement et de formation de capital tangible : davantage d'usines, davantage d'embauches. C'était toute la doctrine de l'économie classique. Et le monde entier semblait aller dans cette direction jusqu'à la Première Guerre mondiale. Puis la Première Guerre mondiale a tout changé. Le règlement de paix, avec les réparations allemandes et les dettes interalliées, constituait entièrement un système de relations favorables aux créanciers. Et cela a fini par provoquer non seulement l'appauvrissement de l'Allemagne, mais aussi celui de nombreux pays européens.

La Grande-Bretagne a connu une grande grève générale en mille neuf cent vingt-six. La France a connu sa propre hyperinflation. Donc, après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont plus ou moins chargés de définir la manière dont l'économie d'après-guerre va fonctionner et s'organiser. Et ils disent : d'accord, pas de réparations cette fois-ci, pas de dettes interalliées. Mais nous allons de nouveau avoir des règles favorables aux créanciers. Et il y a eu tout un débat entre les négociateurs américains et Keynes. Keynes disait : si vous ne voulez pas que l'économie d'après-guerre finisse par ressembler à l'économie européenne après la Première Guerre mondiale, il faut trouver un moyen d'effacer les dettes des pays qui enregistrent en permanence un déficit de leur balance des paiements, à cause de leur déficit commercial et parce qu'ils doivent emprunter toujours plus pour rembourser les dettes étrangères qu'ils ont contractées afin de financer ces déficits.

Il faut annuler les dettes de ces pays. Et il faut une nouvelle banque internationale qui ait le pouvoir de réduire les créances des pays qui dégagent continuellement un excédent, comme les États-Unis, et d'effacer les dettes des pays qui sont en déficit, comme la Grande-Bretagne devait l'être. Keynes travaillait pour le Trésor britannique. Eh bien, les Américains ont refusé. Et au lieu de la banque de Keynes, ils ont créé le Fonds monétaire international, qui impose aux pays débiteurs des règles favorables aux créanciers et des politiques d'austérité.

À la fin des années 1990, au début des années 2000, des pays cherchaient à éviter le FMI comme la peste, parce qu'ils savaient qu'imposer un programme d'austérité ne permettait pas vraiment de rembourser les dettes. Cela paralyse l'économie. Cela détourne les revenus des nouveaux investissements en capital et des moyens de production, dans l'agriculture, l'industrie, les transports et les infrastructures, pour payer les créanciers. C'est donc destructeur. Eh bien, ce qui n'était imposé autrefois qu'aux pays du Sud est désormais imposé aux économies américaine et européennes. Et elles sont appauvries par la même dynamique.

On se retrouve donc, tout à coup, dans la même dynamique séculaire qui s'est reproduite encore et encore : les dettes augmentent plus vite que la capacité à les rembourser, et elles doivent être dépréciées. Si vous ne ramenez pas les dettes à un niveau que vos citoyens, la population active, et désormais même les entreprises et l'État peuvent payer, vous allez connaître le même genre de stagnation que dans les années 1920. Et le problème que Keynes a souligné, c'est que ce poids de la dette n'appauvrit pas seulement les débiteurs. L'argent versé au pays créancier, comme les États-Unis, sert simplement à faire de l'argent sur le plan financier. Il sert à alimenter un boom boursier. Et cela se termine par un krach qui ruine aussi les créanciers.

Il y a eu beaucoup de recherches sur la manière dont ces arrangements d'après-guerre ont commencé. Un exemple, c'est le règlement de la guerre franco-prussienne de mille huit cent soixante-et-onze. À ce moment-là, l'Allemagne a exigé que la France verse des réparations pour avoir perdu la guerre, et elle a basculé vers l'or. L'Allemagne a adopté l'étalon-or et a entraîné les autres pays avec elle. C'est à ce moment-là que l'étalon-or s'est véritablement répandu, partant de la Grande-Bretagne, qui l'avait adopté au début du dix-neuvième siècle, vers les autres pays. L'Allemagne l'a adopté et a forcé d'autres pays à payer en or. Le marché allemand est devenu très prospère, ce qui a fini par provoquer une bulle ferroviaire et boursière, qui a ensuite éclaté. Donc, cette accumulation de dettes détruit non seulement la richesse dans les pays débiteurs, mais aussi dans les pays créanciers eux-mêmes.

Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Les économies américaine et européennes, qui ont été financiarisées, ont utilisé cette richesse uniquement pour accorder des prêts afin de gagner davantage d'argent sur le plan financier. Et, en fait, c'est à cela qu'a servi l'essentiel des prêts bancaires. Et la seule manière dont les États-Unis ont pu se soutenir financièrement, c'est essentiellement en prêtant aux débiteurs l'argent nécessaire pour payer les intérêts. Eh bien, cela n'a pas marché aux seizième et dix-septième siècles, et cela finit toujours par devenir une pyramide de Ponzi. Et c'est, au fond, le problème auquel tout l'Occident est confronté aujourd'hui. C'est une réponse un peu longue à votre question, mais c'est le grand cadre historique dont vous et moi avons parlé.

#Glenn

Vous dites que cela touche désormais à sa fin. Mais quels sont les mécanismes qui font que tout cela s'arrête ? À quoi ressembleront les conséquences s'il n'y a pas d'annulation de la dette ? Comme vous l'avez dit, cela pénalise les débiteurs, mais finit aussi par ruiner les créanciers.

#Michael Hudson

Eh bien, selon la Réserve fédérale, 40 % de la population américaine n'a absolument aucune épargne. Ces gens vivent de paie en paie. Et, par conséquent, ils vivent à crédit, avec leurs cartes de crédit. Les taux d'intérêt des cartes commencent à 19 %, et les taux de pénalité sont encore plus élevés. Ils font grimper le taux d'intérêt réel à plus de 30 %. Cela signifie que la dette des ménages, simplement pour emprunter de l'argent afin de joindre les deux bouts, juste pour survivre et couvrir les besoins essentiels, double tous les trois ans. Mais les niveaux de salaire, eux, n'ont pas doublé. Les salaires n'ont pas suivi. Donc, le remboursement de ces dettes a forcé la majorité de la population américaine à réduire ses dépenses de consommation. Et la Fed indique que la moitié de l'augmentation des dépenses de consommation provient entièrement des 10 % les plus riches de la population. Il s'agit de produits de luxe, d'importations de mode italienne, de voitures, de yachts et de choses comme ça.

Mais le marché intérieur des salariés s'est rétréci, parce qu'ils n'ont pas les moyens de dépenser le revenu qu'il leur reste après avoir payé leurs impôts, leur assurance maladie et le service de leur dette : les cartes de crédit, les banques, leurs prêts immobiliers et leurs crédits automobiles. Il ne leur reste pas assez pour acheter les produits fabriqués par l'industrie américaine et étrangère. Le résultat de cette tendance, où le service de la dette augmente plus vite que l'économie, c'est la désindustrialisation. Car les revenus sont consacrés au service de la dette, et non à l'achat des produits qu'ils fabriquent, dans ce circuit censé se renforcer lui-même et accroître régulièrement la prospérité et la croissance économiques.

#Glenn

Je voulais aussi vous interroger sur ce que vous avez écrit au sujet, je suppose, de la relation entre la guerre et le système bancaire moderne. C'est un lien assez intéressant et, je dirais, pertinent.

#Michael Hudson

Eh bien, j'ai un livre qui sera publié dans un mois ou deux, sur l'histoire du développement de la banque internationale, des Croisades jusqu'à la Première Guerre mondiale. Et ce qui s'est passé, ce que j'ai découvert, est quelque chose d'unique. C'est l'Église elle-même, l'Église romaine, qui a créé la banque internationale et soutenu les banques internationales, en renversant tous les enseignements chrétiens contre l'usure. Et Rome a essentiellement essayé d'engager une lutte religieuse et politique contre les pays qui résistaient à son contrôle. Les Croisades ont commencé, elles avaient déjà commencé avant les Croisades officielles, par des combats contre l'Allemagne, puis

plus tard contre la France. Les Croisades visaient d'autres pays chrétiens d'Occident qui résistaient au contrôle de Rome.

Eh bien, le problème de Rome et de la papauté, c'est qu'elles n'avaient pas beaucoup d'argent pour engager des troupes. Elles n'avaient pas d'armée. Comme Staline l'a lancé, à propos des papes après la Seconde Guerre mondiale : qu'allaient-ils faire ? À partir du XI^e siècle, ils ont recruté des seigneurs de guerre normands, comme Guillaume le Conquérant d'Angleterre, qui était un seigneur de guerre. Ils lui ont dit : « Nous vous soutiendrons et nous sanctifierons votre pouvoir si vous conquérez l'Angleterre, si vous nous prêtez allégeance, si vous promettez de nous verser un tribut sous la forme du denier de Saint-Pierre, et de laisser notre Église nommer les évêques dans tout votre royaume. » Les évêques étaient chargés des finances de l'Église, et l'Église était le plus grand propriétaire foncier et le plus grand bénéficiaire de loyers dans toute l'Europe. Guillaume a accepté et, essentiellement, est devenu roi en faisant de la Grande-Bretagne un fief de Rome.

Eh bien, une dizaine d'années plus tôt, Rome avait conclu le même type d'accord. Nous avons des copies de ce contrat, dont je parle dans mon livre, avec le chef de guerre qui a conquis le sud de l'Italie et la Sicile : « Nous ferons de vous le roi de Sicile, Robert Guiscard. Nous soutiendrons votre royauté. Vous devez nous prêter allégeance. Vous obéirez à nos directives, et nous nommerons les évêques », c'est-à-dire que nous aurons le droit d'investiture des évêques qui contrôlent les finances de l'Église sur votre territoire. Et c'est ainsi qu'ils étaient rois. Eh bien, à la fin du XI^e siècle, d'autres pays commencent à... les royaumes d'Europe commencent à s'y opposer. Il y avait donc deux papes. Et le pape de Rome, opposé à un pape soutenu par l'Allemagne, a essayé de dire : « Eh bien, aidons à soutenir Byzance, l'Empire byzantin, menacé par l'invasion turque. Sauvons-le. »

« Sauvons Jérusalem des musulmans. » Et donc, grâce à une grande victoire de relations publiques, ils ont organisé les rois de tous les pays européens pour aller combattre. Mais le véritable objectif était de conquérir Constantinople et l'Empire byzantin. Ils ont pillé Jérusalem. Ils ont d'abord pillé Jérusalem quand ils y sont allés. Et Jérusalem n'avait pas besoin d'être protégée des musulmans, mais des chrétiens, parce que les musulmans autorisaient les églises chrétiennes et n'avaient aucune hostilité envers le christianisme. Puis, au treizième siècle, les croisés ont pillé Constantinople elle-même et ont essentiellement tenté de l'absorber dans l'Église romaine. Les évêchés orientaux se sont opposés à tout cela. Et c'est ainsi qu'a eu lieu la séparation entre l'Église romaine et le christianisme orthodoxe oriental, concernant quatre des cinq principaux évêchés.

Constantinople, Antioche, Jérusalem et Alexandrie ont toutes, en quelque sorte, résisté à tout cela. Alors l'Église, les Romains — on appelle ça la papauté impériale — se sont dit : « Bon, il va quand même falloir combattre l'Allemagne et d'autres pays qui résistent à notre contrôle. Alors, comment allons-nous trouver l'argent ? » Eh bien, les seigneurs de guerre normands avaient une armée, mais ils n'avaient pas l'argent nécessaire pour faire la guerre. C'est donc le Vatican qui a soutenu les banquiers du nord de l'Italie, ainsi que des banquiers installés juste de l'autre côté des Alpes, les

Cahorsins, à Cahors. Et les légats pontificaux apportaient des contrats bancaires aux rois, comme à Henri III d'Angleterre, le fils du roi Jean, et disaient : « Nous ferons de votre fils le roi de Sicile », parce que les Allemands et l'Église byzantine dominaient les villes de Sicile et du sud de l'Italie.

Comment allez-vous vous y prendre ? Eh bien, il y a eu tout un combat des barons, qui s'étaient déjà opposés au roi Jean parce qu'il cherchait à les taxer, en mille deux cent quinze. La Magna Carta, c'était un combat des barons contre le roi, qui levait des impôts pour faire la guerre. Et ces impôts auraient essentiellement été financés par des emprunts bancaires. Le pape a excommunié les barons qui soutenaient la Magna Carta, au motif qu'ils cherchaient à empêcher que des dettes portant intérêt soient contractées au profit du roi. Eh bien, cinquante ans plus tard, on a eu le même combat des barons contre Henri III, qui cherchait à lever des impôts pour obéir...

#Michael Hudson

Les papes. Et il y a eu une guerre civile en Grande-Bretagne. Là encore, le pape de l'époque a excommunié les dirigeants de la guerre civile qui s'opposaient à tout cela. Il a, en substance, sanctifié la dette et combattu les opposants à la dette. Il a tout simplement inversé l'ensemble de la doctrine chrétienne contre l'usure, afin de créer une classe bancaire internationale — des Nord-Italiens et d'autres banquiers internationaux — pour prêter de l'argent aux rois que Rome soutenait dans la guerre politico-religieuse contre d'autres pays européens, et finalement contre l'Empire byzantin lui-même. Et l'Église avait déjà commencé, au XI^e siècle, à résoudre un problème sur lequel les papes avaient élaboré toute une stratégie.

Et la stratégie, c'était la suivante : nous avons le droit de régner sur les royaumes séculiers. Nous devons faire des gouvernements de ces royaumes un bras de l'Église romaine. Comment faire ? Financièrement. En prenant le contrôle de leur politique fiscale. Et cette politique fiscale est, en gros, déterminée d'abord par l'Église. Ensuite, les rois doivent s'engager à suivre la politique fiscale que nous soutenons, afin d'obtenir un tribut de ces royaumes pour payer les armées des seigneurs de guerre, principalement les Normands, que nous avons engagés pour mener nos guerres. C'est ainsi que, pendant les siècles qui ont suivi, s'est développé un système bancaire international très différent de celui de l'Antiquité.

Ce qui distinguait toute cette activité bancaire internationale de tout ce qui avait existé auparavant, partout dans le monde, c'est qu'avant le crédit, il n'y avait pas vraiment de banques, même dans l'Antiquité classique. Certes, il existait une oligarchie financière, mais gagner de l'argent par l'usure était considéré comme un acte antisocial. On ne faisait aucune distinction entre l'usure et l'intérêt. Tout prélèvement d'intérêt était qualifié d'usure. Et gagner de l'argent par des activités marchandes était reconnu comme très exploiteur. Les grandes familles aristocratiques déléguaient donc toutes leurs opérations financières à leurs affranchis, à leurs esclaves, ou à quelqu'un d'extérieur à elles.

Il y avait des villes entières, comme Pouzzoles, où des affranchis faisaient office de banquiers pour les riches. Mais il n'existait pas de classe bancaire. Et la plupart de ces prêts servaient soit au

commerce marchand, soit simplement à l'usure à la consommation. Surtout pour les riches membres de l'aristocratie qui voulaient financer leur train de vie luxueux, mais aussi pour les pauvres qui avaient besoin d'argent pour s'en sortir. Or, ce qui s'est passé pendant les croisades, puis en Europe, était complètement différent. Les prêts accordés par les banques internationales ne l'étaient pas... Même si beaucoup de familles de banquiers avaient fait fortune en finançant le commerce, elles ne l'avaient pas faite en prêtant de l'argent.

Et quand ils ont commencé à accorder des prêts, ce n'était pas aux pauvres. Et ce n'était pas à d'autres marchands. C'était aux rois, pour mener des guerres et conquérir d'autres royaumes. Et après la fin des croisades, à la fin du treizième siècle, l'Église n'avait plus vraiment le contrôle de tout cela. Mais les banques internationales et les rois, les rois séculiers, ont acquis leur indépendance vis-à-vis de Rome. En particulier, le roi de France Philippe IV a désigné un antipape et un pape qui a déplacé la papauté à Avignon, en France, loin de Rome. Après que Philippe a capturé le pape Boniface et l'a remplacé, les rois eux-mêmes ont pris le pouvoir. Et ils sont restés dépendants de ces banques internationales pour leur prêter l'argent nécessaire afin de faire la guerre, notamment entre l'Angleterre et la France. C'étaient la plupart des guerres, mais il y avait aussi d'autres royaumes, ainsi que de nouveaux seigneurs de guerre et de nouveaux rois, qui empruntaient tous de l'argent pour combattre.

L'argent était donc prêté non pas aux pauvres, mais aux secteurs les plus riches de la société, aux rois et à l'Église. Et plus tard, quand certaines villes ont commencé à prêter de l'argent, à payer les rois pour obtenir leur propre indépendance communale, comme Florence, Gênes ou Venise — elles étaient indépendantes —, ces États locaux, parlementaires ou communaux, sont devenus le prototype des gouvernements modernes. Et l'avantage de Florence, par exemple, c'était que, contrairement aux budgets royaux, les rois avaient énormément de mal à rembourser leurs dettes extérieures à ces banquiers. Car ils ne disposaient que de leur propre domaine royal. Et ils étaient empêchés de taxer l'économie dans son ensemble, parce que leur aristocratie, les barons, refusait de les suivre.

En Angleterre, ils faisaient sans cesse défaut. Ils mettaient les bijoux de la couronne en gage, et les perdaient, encore et encore. Eh bien, à Florence et dans d'autres cités-États, surtout dans les villes qui sont devenues la République néerlandaise, ces communes pouvaient taxer l'ensemble de la population et, en substance, servir d'agents de recouvrement pour les banquiers. Elles disaient : si vous prêtez aux rois de France, d'Espagne ou d'Autriche, ils continueront à faire défaut, parce qu'ils ne peuvent pas lever l'argent nécessaire pour vous rembourser. Mais nous, nous pouvons mettre en garantie la richesse de tous nos citoyens et taxer tout le monde. Et nous donnerons priorité au remboursement de nos emprunts étrangers, dont nous avons besoin pour faire la guerre, pour nous défendre contre les rois catholiques autocratiques.

Vous savez, nous agissons comme agents de recouvrement pour vous. Et les historiens appellent cela la naissance de l'État fiscal, un État gouverné avant tout par sa politique fiscale, elle-même dominée par la classe bancaire. Et donc, les banques, les banquiers internationaux, ont essentiellement pris le

contrôle supranational, à l'échelle européenne, des gouvernements que l'Église, l'Église romaine, avait mis en place aux onzième, douzième et treizième siècles. Tout cela a été sécularisé entre les mains des banquiers et des États fiscaux, qui ont pu accumuler des dettes bien au-delà de ce que les autocraties royales étaient capables de faire.

#Glenn

J'imagine qu'une dernière question : quelles leçons en tirer ? Parce qu'on voit plus ou moins vers quoi on se dirige, maintenant. À la lumière de ce passé, quels changements structurels conseilleriez-vous, au fond ? Parce qu'à l'évidence, le statu quo ne tiendra plus très longtemps.

#Michael Hudson

Eh bien, aujourd'hui, on a une situation où la classe financière est, pour l'essentiel, aux commandes de la politique publique et de l'élaboration des lois, surtout aux États-Unis. Depuis l'arrêt *Citizens United* de la Cour suprême, on considère que les entreprises peuvent avoir des comités d'action politique. Elles peuvent financer les campagnes électorales de candidats, lors des primaires comme de l'élection générale, qui s'engagent à représenter les intérêts économiques de leurs soutiens financiers. Et donc, en substance, on a privatisé le processus électoral aux États-Unis et on l'a remis entre les mains des plus riches, de la classe des milliardaires.

Non seulement les créanciers, mais maintenant vous avez la Silicon Valley, l'industrie pétrolière, tous les intérêts particuliers, les monopoles, les intérêts financiers. Ce sont précisément les intérêts dont le capitalisme industriel du XIXe siècle a essayé de se débarrasser, afin de réduire le coût de production des biens et des services, et de contribuer à l'industrialisation pour devenir une économie plus compétitive. Tout cela a été remplacé par les classes mêmes que le capitalisme industriel cherchait à éliminer progressivement. Le capitalisme industriel était révolutionnaire.

Elle voulait libérer les économies de la classe des propriétaires fonciers héritée de l'époque féodale, des monopoles créés par les banquiers internationaux pour aider les rois à réunir des fonds que le Parlement ne pouvait pas contrôler, afin de payer les dettes de guerre qu'ils avaient contractées. Et, au fond, il s'agissait d'industrialiser le secteur bancaire et de faire en sorte que la banque serve à former le capital industriel, comme cela se faisait en Allemagne et en Europe centrale à la fin du XIXe siècle. À la différence de l'Angleterre, où les banques étaient bien davantage tournées vers le court terme et le commerce, plutôt que de s'inscrire dans une stratégie nationale de développement.

Eh bien, ce que vous avez aujourd'hui, c'est essentiellement une oligarchie financière qui prend le contrôle de la politique. Et comme Socrate l'avait averti, comme Aristote l'a décrit, leur soif d'argent les pousse à faire adopter des lois qui servent leur propre quête de toujours plus de richesse financière, au lieu de chercher à développer la production de la société, tout en augmentant le niveau de vie de la main-d'œuvre et l'investissement en capital tangible. L'Occident, mené par les États-Unis, se désindustrialise. La Chine, elle, ne se désindustrialise pas.

Et la raison de cette désindustrialisation, c'est la financiarisation. Au lieu d'avoir un capitalisme industriel, comme tous les économistes classiques s'y attendaient au XIXe siècle, nous avons un capitalisme financier qui crée de la richesse par la finance, et non par l'industrie. Et, en fait, l'accumulation de richesse financière, en endettant l'économie dans son ensemble, tend à l'appauvrir, à la polariser et à la désindustrialiser. Elle la rend donc moins compétitive que des pays, ou des économies, comme la Chine, qui suivent essentiellement la même économie classique que celle développée au XIXe siècle par Adam Smith, John Stuart Mill, Marx et les économistes américains, afin d'empêcher qu'une oligarchie financière n'écrive les lois dans son propre intérêt, au détriment de l'économie industrielle et agricole dans son ensemble. Voilà donc la vue d'ensemble.

Et les livres que j'ai écrits sur l'Antiquité, la période féodale et la transition vers les États fiscaux modernes expliquent tout cela. Et ce sont toujours les mêmes principes fondamentaux qui se dégagent. Il faut une autorité centrale pour superviser le système financier et veiller à ce que la monnaie et le crédit soient créés afin de financer des investissements en capital concret dans les moyens de production, de fournir des infrastructures publiques et de répondre aux besoins essentiels de la force de travail. Et en rendant peu coûteux les soins de santé, l'éducation, toutes sortes d'autres besoins essentiels, les transports subventionnés et les communications subventionnées, vous réduisez le coût de l'économie pour les employeurs, lorsqu'il s'agit d'embaucher et de réaliser des profits. Car les dépenses liées au travail ne sont pas simplement financées par les salaires des travailleurs, mais par les subventions publiques pour tout cela, que la classe des employeurs industriels n'a pas à payer.

C'était la stratégie du capitalisme industriel, et c'était tout l'objet de l'économie classique. C'est la principale raison pour laquelle les programmes universitaires aux États-Unis n'abordent plus l'histoire de la pensée économique. Parce que cette pensée est l'antithèse de Margaret Thatcher, de Ronald Reagan, de Milton Friedman, et de toute l'école de Chicago, hostile à l'État et favorable aux économies de rentiers. Et je pense que, quand on a cette perspective d'ensemble, on voit que ce qui se passe aujourd'hui s'est déjà produit encore et encore au cours de l'histoire. Et cette dynamique est toujours la même. Comment la société va-t-elle gérer le poids de sa dette, autrement qu'en laissant les banques créer de l'argent pour le prêter aux débiteurs afin qu'ils paient leurs intérêts, qu'ils accumulent encore plus de dettes générant encore plus d'intérêts, ce qui exige de leur accorder encore plus de prêts pour qu'ils restent solvables, et transforme l'économie en une vaste chaîne de Ponzi ?

#Glenn

Il ne faut pas voir la démocratie comme le simple fait d'installer des urnes, mais plutôt comme le fait d'empêcher ce transfert de pouvoir vers l'oligarchie. Mais oui, merci d'avoir pris le temps. Avez-vous d'autres réflexions ?

#Michael Hudson

Eh bien, je suis sûr qu'on pourrait continuer encore une heure. Je pourrais entrer dans bien plus de détails sur tout ça. Je veux dire, quel sera l'avenir du dollar ? C'est un sujet dont vous et moi avons parlé. Dans ce nouveau système, les gouvernements eux-mêmes sont débiteurs. Autrefois, il n'y avait pratiquement pas de dette publique. C'est vraiment la première fois que les gouvernements se sont endettés. Les économies de l'après-Croisades, l'essor de la banque internationale, ont conduit les gouvernements à s'endetter, non seulement auprès de leurs propres créanciers, mais aussi auprès des banquiers internationaux. Aujourd'hui, malgré le fait que les États-Unis soutiennent les règles favorables aux créanciers du Fonds monétaire international, et ce contre leurs propres travailleurs et leur propre industrie, les dettes doivent être payées. Le gouvernement dit : eh bien, vous savez, nous ne sommes pas obligés.

Il n'y a aucun moyen pour nous de rembourser toutes nos obligations d'État américaines et les autres dettes que nous avons émises. Pourquoi n'utiliseriez-vous pas simplement ces reconnaissances de dette de l'État comme votre monnaie ? Et cette monnaie n'est pas réellement destinée à être convertie, vous savez, en or. Il n'y a rien de concret derrière, parce que nous dépensons simplement nos déficits de balance des paiements pour les dépenses de guerre, pour les investissements à l'étranger. Nous les injectons simplement dans l'économie. C'est notre dollar, mais c'est votre problème, comme l'a dit le gouverneur du Texas, Connally, juste après que les États-Unis ont cessé de convertir le dollar en or. Eh bien, les autres pays le voient. Donc, presque toute la croissance des réserves internationales a pris la forme d'or, de devises étrangères et même de cryptomonnaies, plutôt que de reconnaissances de dette du gouvernement américain.

Et l'Union européenne détient désormais une plus grande part de ses réserves monétaires en or qu'en dollars américains. Alors, comment les États-Unis vont-ils répondre à tout cela ? C'est là qu'on entre dans la dimension politique dont vous et moi avons parlé. Trump cherche à imposer un tribut à l'économie européenne et à d'autres économies par sa politique fiscale. En disant, en substance : vous devrez payer pour avoir accès au marché américain. Vous devrez payer de lourds droits de douane. Vous devrez nous accorder toutes sortes de concessions. Il a déclaré vouloir que l'Europe paie l'ensemble des coûts militaires de ces frais généraux que, par le passé, l'Amérique a payés.

Et la politique budgétaire européenne est désormais, en gros, devenue une branche de l'OTAN en matière de politique fiscale. Même chose au Moyen-Orient. Trump a dit : « Je veux que les pays de l'OPEP paient la totalité du coût de notre guerre là-bas. » Et c'est ça, le conflit. C'est pour cela qu'il y a eu un effondrement du commerce pétrolier, qui mène probablement à une dépression internationale d'ici la fin de l'année, quand Trump dit : « Eh bien, nous ne pouvons pas laisser l'Iran prendre le contrôle du commerce dans le détroit d'Ormuz et imposer des droits de douane, des taxes, ou des frais de transit. Moi, Donald Trump, je veux prélever vingt pour cent du commerce pétrolier de l'OPEP comme paiement pour la guerre que nous payons pour le défendre. »

Eh bien, dans le reste des pays du Moyen-Orient, les pays du golfe Persique disent maintenant : « Attendez une minute, vous ne nous défendez pas. Parce que si vous attaquez l'Iran en passant par nous, alors l'Iran va attaquer notre production pétrolière et fermer vos bases militaires ici, celles que

vous financez. Et la guerre que vous financez ne nous protège pas. Elle a déjà détruit une grande partie de notre production pétrolière. Elle a interrompu notre commerce du pétrole. » C'est l'impasse que vous voyez entre les États-Unis et les pays du golfe Persique. Et la position de l'Iran, c'est : « Eh bien, si les États-Unis bloquent nos exportations de pétrole, alors il n'y aura plus de pétrole exporté depuis le golfe Persique. » Et l'Iran dit : « Eh bien, maintenant, c'est aux pays étrangers de décider. »

Cela dépend de l'Europe et de l'Asie, qui consomment ce pétrole, qui ont besoin de tout ce pétrole pour leurs propres économies. Que vont-elles faire pour arrêter la guerre du pétrole menée par Trump contre nous ? C'est cela qui façonne désormais toute la question. Et une grande partie du débat est formulée en termes de dette extérieure des États-Unis. Les autres pays vont-ils continuer à détenir leur dette sous forme de bons du Trésor américain et de reconnaissances de dette, qui servent à financer cette guerre ? Une guerre qui a fini par interrompre le commerce du pétrole et qui menace de pousser l'Europe et l'Asie vers une dépression économique, alors que vingt-cinq pour cent du commerce mondial du pétrole, des engrais, de l'hélium et des échanges connexes sont tous réduits. C'est la crise que nous avons aujourd'hui. Et c'est un autre type de crise, une crise de la dette, différente de celles que nous avons connues auparavant. Mais c'est essentiellement le contexte.

#Glenn

Eh bien, comme toujours, merci infiniment. C'est toujours très instructif. Et je recommande une nouvelle fois aux téléspectateurs d'aller voir votre site internet et de suivre votre travail, aussi bien vos écrits que les vidéos que vous y publiez, qui sont excellentes. Merci beaucoup.

#Michael Hudson

Eh bien, c'est un plaisir d'être ici. Je sais que ce que je dis est très académique, mais c'est la seule manière de donner une perspective historique à tout cela, et c'est ce que vous m'avez demandé de faire aujourd'hui.